Organismes de normalisation et bureaux régionaux

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Membre sans être siège

Les organismes mondiaux de normalisation financière siègent en Europe. Le Conseil de stabilité financière (CSF), créé en avril 2009 pour succéder au Forum de stabilité financière, est hébergé par la BRI à Bâle.[1] Le Comité de Bâle, le Comité sur les paiements et les infrastructures de marché et l'Association internationale des contrôleurs d'assurance (AICA) se trouvent également à Bâle. L'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) a son siège à Madrid, tandis que le Groupe d'action financière (GAFI) et l'OCDE travaillent depuis Paris. Aucun de ces organismes n'a transféré de fonction importante à Singapour.

L'influence de Singapour sur les règles de la finance mondiale repose donc sur sa qualité de membre. Singapour est membre du CSF et siège au Comité de Bâle depuis septembre 2009, date à laquelle le comité a élargi sa composition à la suite de la crise financière mondiale. La MAS est membre de l'OICV et signataire de son protocole d'accord multilatéral sur la coopération en matière d'application des règles. En juin

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2010, elle est devenue le dixième signataire du protocole correspondant de l'AICA.[2] Singapour est membre du GAFI depuis 1992, une appartenance dont le chapitre H.III examine les conséquences.[3]

L'influence par l'expertise

La seule qualité de membre confère peu d'influence dans des organismes qui travaillent au moyen de groupes techniques. L'influence vient des fonctionnaires qui président des groupes de travail, rédigent des rapports et proposent des solutions. La MAS a investi dans ce travail, en particulier dans la finance durable. Elle est membre fondateur du Network for Greening the Financial System (NGFS, réseau pour le verdissement du système financier), créé en 2017. Elle a codirigé avec la Securities and Exchange Commission américaine le groupe d'experts techniques qui a préparé l'évaluation par l'OICV des normes de l'International Sustainability Standards Board (ISSB). Au niveau régional, la MAS est vice-présidente de l'ASEAN Taxonomy Board et préside le groupe de travail qui a élaboré le « Plus Standard », le niveau le plus exigeant de la taxonomie de l'ASEAN pour la finance durable.[4] Le fond de ces travaux relève du chapitre K.II.

Cette stratégie convient à un petit État. Un pays de la taille de Singapour ne peut dominer aucun organisme international par son poids. Il peut en revanche devenir indispensable par la qualité de ses propositions et la compétence de ses fonctionnaires. Il en résulte une influence fondée sur l'expertise, moins coûteuse à entretenir qu'un vaste réseau de sièges institutionnels et peut-être plus durable.

Le pôle du Groupe de la Banque mondiale

L'institution financière internationale la plus importante à Singapour est le Groupe de la Banque mondiale. Son histoire avec la ville est longue. Singapour reçut son premier prêt de la Banque mondiale en 1963, garanti par le Royaume-Uni, et devint le 104e membre de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement le 3 août 1966. Entre 1963 et 1975, elle reçut quatorze prêts,

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

principalement pour des infrastructures d'eau, portuaires et électriques. Tous avaient été remboursés au milieu des années 1980.[5] L'ancien emprunteur est ainsi devenu un hôte.

La Banque ouvrit son bureau de Singapour en 1999 pour favoriser l'échange de connaissances avec des partenaires locaux et régionaux. En 2011, la Société financière internationale (SFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) rejoignirent le dispositif, qui devint en 2015 le World Bank Group–Singapore Hub for Infrastructure and Urban Development (pôle du Groupe de la Banque mondiale à Singapour pour les infrastructures et le développement urbain). Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) a suivi en 2026. Le pôle emploie aujourd'hui plus de 300 collaborateurs de la Banque mondiale, de la SFI, de la MIGA et du CIRDI. La Banque mondiale le présente comme le premier et le seul bureau du groupe hors de Washington où l'ensemble du groupe est représenté. La MAS décrit le dispositif de 2011 comme le premier bureau commun du Groupe de la Banque mondiale de ce type hors de Washington.[6]

Le pôle compte pour la place financière à trois titres. La SFI et la MIGA investissent dans des projets privés dans toute l'Asie et les garantissent, ce qui apporte du travail transactionnel aux banques, aux cabinets d'avocats et aux conseillers de Singapour. Le CIRDI relie la ville à l'arbitrage fondé sur les traités d'investissement, domaine dans lequel Singapour est en concurrence avec Washington, Paris et La Haye (voir le chapitre F.II). Son bureau de Singapour, inauguré le 26 août 2026 par le ministre de la Justice, Edwin Tong, sert de pôle régional du centre pour l'Asie et le Pacifique et constitue son premier bureau doté de personnel hors de Washington.[7] Enfin, l'accent mis par le pôle sur les infrastructures correspond à l'ambition de Singapour d'être le lieu où les projets d'infrastructure asiatiques sont structurés et financés, une ambition que le gouvernement poursuit aussi par ses propres agences.[8]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Institutions juridiques et répressives

Plusieurs organisations extérieures à la finance ont choisi Singapour pour des bureaux qui touchent à l'infrastructure juridique de la place financière. INTERPOL, qui compte 196 pays membres, a officiellement inauguré en avril 2015 à Singapour son Complexe mondial pour l'innovation (Global Complex for Innovation), conçu comme centre de recherche et développement et comme lieu de coopération pour les enquêtes sur la criminalité numérique.[9] Pour les banques confrontées à la fraude et au blanchiment facilités par le cyberespace, le complexe offre un canal entre la police singapourienne et ses homologues étrangers, sujet que reprend le chapitre H.V.

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) entretient un bureau à Singapour qui dessert la région de l'ASEAN et abrite une antenne de son Centre d'arbitrage et de médiation.[10] La Cour permanente d'arbitrage exploite un bureau à Singapour en vertu d'un accord de pays hôte depuis la fin des années 2010, tandis que la Cour internationale d'arbitrage de la CCI administre des affaires depuis un bureau dans la ville.[11] L'importance de ces bureaux pour le règlement des différends est examinée aux chapitres F.II et F.III.

Normalisateurs privés et associations professionnelles

Une grande partie de l'élaboration détaillée des règles de la finance moderne est l'œuvre d'associations privées. Leur documentation façonne les marchés autant que bien des règles publiques. L'International Swaps and Derivatives Association (ISDA), active depuis 1985 et forte de plus de 1 000 institutions membres de 79 pays, rédige les contrats-cadres qui régissent la plupart des dérivés de gré à gré dans le monde.[12] Elle tiendra sa quarante et unième assemblée générale annuelle à Singapour en avril 2027. Ces associations suivent leurs membres. À mesure que les sièges régionaux des banques mondiales se sont concentrés à Singapour, les bureaux régionaux des associations qui les représentent ont fait de même.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le cadre juridique de l'accueil

La base juridique de l'accueil des organisations internationales est l'International Organisations (Immunities and Privileges) Act 1948, une loi de l'époque coloniale modifiée et maintenue depuis l'indépendance. Elle permet de conférer par ordonnance des privilèges et immunités à une organisation, à ses agents et à ses locaux, généralement pour mettre en œuvre un accord de siège ou de pays hôte.[13] Singapour n'a pas d'équivalent de la loi suisse sur l'État hôte (LEH), qui réunit privilèges, immunités et aides financières dans un programme légal unique, comme le décrit la partie F du volume consacré à Genève. Sa politique d'accueil repose sur des accords individuels, sur un traitement fiscal négocié au cas par cas et sur les attraits généraux de la ville.

Notes

1. Wikipedia, « Financial Stability Board » (consulté en novembre 2026) : création en avril 2009 pour succéder au Financial Stability Forum ; « the board is based in Basel, Switzerland », hébergé et financé par la BRI ; Singapour figure parmi les membres. ↩
2. Monetary Authority of Singapore, « International Cooperation » (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026) : « Singapore is a member of the FSB and participates actively in its various committees and work groups » ; « a member of the Basel Committee on Banking Supervision (BCBS) since September 2009 » ; Monetary Authority of Singapore, « International Cooperation » (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026) : « MAS is a member of the IOSCO » et signataire du MMoU de l'OICV ; « MAS is a member of IAIS » et a été « accepted as the 10th signatory to the IAIS Multilateral Memorandum of Understanding » en juin 2010. ↩
3. Monetary Authority of Singapore, « International Cooperation » (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026) : « Singapore has been a member of the FATF since 1992. » ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

4. Monetary Authority of Singapore, « International and Regional Collaborations » (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026) : « Established in 2017, the Network for Greening the Financial System (NGFS) » ; « MAS is one of the founding members of the NGFS » ; la MAS a codirigé avec la SEC américaine un groupe d'experts techniques chargé d'éclairer l'éventuelle approbation des normes de l'ISSB par l'OICV ; Monetary Authority of Singapore, « International and Regional Collaborations » (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026) : la MAS est vice-présidente de l'ASEAN Taxonomy Board et préside le groupe de travail chargé d'élaborer le « Plus Standard » ; « The taxonomy will serve as ASEAN's overarching guide and common language for sustainable finance. ». ↩

5. Banque mondiale, « Singapore: Overview » (worldbank.org, consulté en novembre 2026) : Singapour est devenue le 104e membre de la BIRD le 3 août 1966 ; prêts de 1963 et 1966 antérieurs à l'adhésion, le premier garanti par le gouvernement britannique ; « Between 1963 and 1975, Singapore received 14 loans from the Bank, primarily to strengthen its infrastructure » ; dernier financement en 1975 ; tous les prêts remboursés au milieu des années 1980. ↩

6. Banque mondiale, « Singapore: Overview » et page pays « Singapore » (worldbank.org, consulté en novembre 2026) : « The Bank established its Singapore Office in 1999 to promote knowledge exchange with local and regional partners » ; la SFI et la MIGA l'ont rejoint en 2011, « and in 2026 the International Center for Settlement of Disputes (ICSID) » ; « the first and only World Bank Group office outside of Washington, D.C. » où l'ensemble du groupe est représenté ; « In 2015, the Hub evolved into the World Bank Group–Singapore Hub for Infrastructure and Urban Development » ; « the Singapore Hub employs more than 300 staff members from the World Bank, IFC, MIGA, and ICSID » ; « Singapore is a member of all five World Bank Group institutions » ; Monetary Authority of Singapore, « International Cooperation » (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026) : un « World Bank-Singapore Hub for knowledge and financial activities for Asia and beyond » ; « This marks the first combined World Bank Group office of its kind outside Washington DC. ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

7. CIRDI, communiqué « International Centre for Settlement of Investment Disputes Launches Office in Singapore », 26 août 2026 (icsid.worldbank.org, consulté en novembre 2026) : bureau officiellement inauguré par le ministre de la Justice Edwin Tong SC et la secrétaire générale Martina Polasek, à la suite d'une lettre d'intention signée avec le Ministry of Law le 25 août 2025 ; pôle régional pour l'Asie et le Pacifique ; « The Singapore Office is ICSID's first staffed office outside its Washington, D.C. headquarters. » ↩
8. Sur Infrastructure Asia, créée par le gouvernement singapourien en 2018 pour soutenir le développement et le financement des infrastructures dans la région, voir les annonces du Ministry of Trade and Industry et d'Enterprise Singapore d'avril 2018. ↩
9. Wikipedia, « Interpol » (consulté en novembre 2026) : le Global Complex for Innovation « was officially opened in April 2015 », construit « to act as its research and development facility, and a place of cooperation on digital crimes investigations » ; « Interpol currently has 196 member countries ». ↩
10. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, « WIPO Singapore Office » (wipo.int, consulté en novembre 2026) : « The WIPO Singapore Office serves the ASEAN region by raising awareness of the importance of IP in business success » ; mention du « Singapore Office of WIPO's Arbitration and Mediation Center ». ↩
11. Sur l'accord de pays hôte de 2017 entre Singapour et la Cour permanente d'arbitrage et l'ouverture du bureau de la CPA à Singapour en 2018, ainsi que sur le bureau de gestion des affaires de la Cour de la CCI ouvert à Singapour en 2018, voir les pages de la CPA (pca-cpa.org) et de la CCI (iccwbo.org). ↩
12. International Swaps and Derivatives Association, « About ISDA » (isda.org, consulté en novembre 2026) : « Since 1985, the International Swaps and Derivatives Association has worked to make the global derivatives markets safer » ; « ISDA has over 1,000 member institutions from 79 countries » ; la 41e assemblée générale annuelle se tiendra à Singapour du 13 au 15 avril 2027. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

13. International Organisations (Immunities and Privileges) Act 1948 (éd. rév. 2020), dispositions relatives à l'octroi de privilèges et immunités par ordonnance et législation dérivée correspondante. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com